



LE GUIDE

DES PRESTATIONS SOCIALES

DES AGENTS DES FINANCES



**FÉDÉRATION
DES FINANCES**



SOMMAIRE



LA **RESTAURATION**
COLLECTIVE

4



LES **LOGEMENTS**

5



LES **SECOURS**

16



LES **VACANCES**
LES **LOISIRS**

19



LA **FAMILLE**

22



LES **HANDICAPS**

24



LES REVENDICATIONS
FORCE OUVRIÈRE

25



Philippe GRASSET
Secrétaire Général **F.O. FINANCES**

PRÉSERVER ET AMÉLIORER L'ACTION SOCIALE

Les agents des ministères économique et financier bénéficient de diverses prestations d'action sociale tant interministérielles que ministérielles.

Souvent citée en référence, l'action sociale de Bercy s'est développée au fil de l'évolution du périmètre ministériel, mais aussi grâce à la pugnacité des organisations syndicales, particulièrement celle de F.O.

La défense d'une action sociale de haut niveau pour tous les agents est une priorité de Force Ouvrière.

En effet, dans le contexte actuel de rigueur budgétaire, l'action sociale si elle ne doit pas remplacer la revalorisation de la rémunération joue néanmoins un rôle incontestable d'amortisseur social notamment en faveur des collègues les plus en difficulté.

Le présent guide, élaboré par la fédération des finances F.O., récapitule toutes les prestations sociales dont peuvent bénéficier les agents des finances.

CONTACT

46 rue des petites écuries 75010 Paris

Tel : 01 42 46 75 20

Mél : fo.finances@orange.fr

Web: www.financesfo.fr



LA RESTAURATION COLLECTIVE

903 structures de restauration collective réparties en 251 restaurants financiers (322 en 2015), 76 restaurants inter administratifs (74 en 2015) et 524 restaurants conventionnés (531 en 2015) ont servi en 2016, presque 8,5 millions de repas.

Suite au CIAS du 26 janvier 2017, la ministre de la Fonction Publique a décidé le réajustement de la PIM RESTAURATION (IM 466) à partir de 2017 et jusqu'en 2019. Ainsi en 2017 les agents dont l'indice majoré ne dépasse pas 477 bénéficie d'une subvention (interministérielle) de 1,22€ par repas.

Le prix des repas varie selon les moyens mis à disposition des associations gestionnaires des restaurants.

La politique d'harmonisation tarifaire en matière de restauration et l'aide aux petites structures de restauration tendent à homogénéiser les tarifs.

De fait, un agent ne devrait pas dépenser plus de 5,15 € en Ile-de-France et plus de 5,65 € dans les autres régions pour se restaurer.

LE TITRE RESTAURANT

En 2015, 5 868 159 titres restaurant ont été délivrés à environ 30 923 agents exerçant leur fonction dans un poste dit « isolé », qui ne peuvent disposer d'un restaurant administratif proche de leur lieu de travail (1km). Depuis le 1^{er} mars 2015 sa valeur faciale est de 6 € dont 3 € pris en charge par le ministère.

Le titre restaurant dématérialisé a été déployé en 2017 sous forme d'une carte « APETIZ ».



LES LOGEMENTS



Le logement constitue une des priorités des agents et tout particulièrement en Ile de France, le prix des loyers étant prohibitif par rapport aux traitements des fonctionnaires.

L'ALPAF (association qui gère les prestations logements aux Ministères) dispose de 9 678 logements sur Paris et la région parisienne, et de 1 586 logements en province (au 31 décembre 2016).



L'hébergement en foyer logement constitue une solution provisoire. Ce type de logement est attribué une seule fois au cours de la carrière administrative et la durée du séjour est limitée à une année. Il est donc important de faire dans un même temps une demande de logement en appartement.

L'ALPAF dispose d'environ 800 places en logements foyers dans Paris et proches de Paris. Les possibilités de logement en appartements (studios à T5) sont encore très insuffisantes en nombre, la demande doit donc être établie le plus rapidement possible auprès du correspondant social de la Direction de rattachement ou la délégation départementale de l'action sociale.

Les agents recrutés sur des CDD et détachés entrants sont désormais éligibles à compter d'un an d'ancienneté ininterrompue.

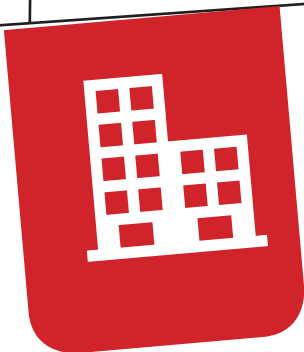
La règle d'attribution « d'une pièce par personne » est assouplie pour les logements F2.

Les zones géographiques ont été revues selon le dispositif prévu par la loi «ALUR». Par conséquent, 500 communes passent de la zone 2 à la zone 1.

La zone 1 comprend l'ensemble des communes des départements de 75 Paris, 92 Hauts-de-Seine, 93 Seine Saint Denis, 94 Val de Marne ainsi que certaines communes des départements suivants : 01 Ain, 2A Corse-du-Sud, 06 Alpes Maritimes, 13 Bouches-du-Rhône, 34 Hérault, 59 Nord, 60 Oise, 69 Rhône, 74 Haute Savoie, 77 Seine et Marne, 78 Yvelines, 83 Var, 91 Essonne, 95 Val d'Oise.

La zone 2 comprend toutes les autres communes du territoire métropolitain et des DOM

(Arrêté du 1^{er} août 2014 pris en application de l'article R 304-1 du code de la construction et de l'habitation paru au JORF du 6 août 2014)



LA PRIME SPÉCIALE D'INSTALLATION

Le décret 89-259 du 24 avril 1989 a institué une prime spéciale d'installation destinée à aider les fonctionnaires débutants dans certaines résidences qui leur sont assignées au moment de leur première affectation consécutive à leur titularisation dans la Fonction Publique.

Le poste d'affectation doit être situé dans les communes de l'Ile-de-France ou dans celles de la communauté urbaine de Lille.

Cette prime devra être demandée au service du personnel dès la prise de fonction, les droits étant appréciés lors de l'affectation à l'issue de la scolarité pour les fonctionnaires stagiaires.

Le montant de la prime équivaut à la somme du traitement brut mensuel et de l'indemnité de résidence afférents à l'Indice Nouveau Majoré 431 (Indice Brut 500).

Son montant varie en fonction de la localisation de la résidence administrative de l'intéressé :

Résidence administrative	3%	1%	0%
Traitement brut (INM 431)	1995,65 €	1995,65 €	1995,65 €
Indemnité résidence (INM 431)	59,86 €	19,95 €	0 €
Montant brut de la prime	2055,51 €	2015,60 €	1995,65 €

► les communes de l'agglomération lilloise appartiennent à la zone 2 d'indemnité de résidence (taux 1%)

► la plupart des communes de l'Ile-de-France appartiennent à la zone 1 d'indemnité de résidence (taux 3%) sauf dans le 77, le 78 et le 95



L'AIDE A L'**INSTALLATION** DES PERSONNELS DE L'ETAT

L'aide à l'installation des personnels de l'Etat est une aide non remboursable.

Elle est destinée à accompagner l'accès au logement locatif des fonctionnaires rémunérés sur le budget de l'Etat pour prise en charge en partie des premières dépenses liées à l'installation.

L'AIP générique est accordée à tous les personnels quelle que soit leur région d'affectation.

L'AIP Ville est destinée à tous les personnels exerçant leurs fonctions en zones urbaines sensibles (ZUS)

Pour prétendre à cette allocation, l'agent doit disposer d'un revenu fiscal de référence (RFR), pour l'année n-2, inférieur ou égal au RFR minimal ouvrant droit au bénéfice des chèques vacances, dans la tranche de bonification la moins avantageuse.

les RFR plafonds ouvrant au bénéfice de l'AIP sont :

- pour 1 part fiscale, le RFR plafond est de 24 818 €
- pour 2 parts fiscales(ou plus), le RFR plafond est de 36 093 €

La demande est à formuler dans un délai maximum de deux ans à compter de la première affectation (ou réinstallation en cas de changement de catégorie) et le versement intervient au plus tard dans les deux mois suivant la signature du contrat.

LE PRÊT **EQUIPEMENT** DU **LOGEMENT**

Ce prêt est destiné à financer l'achat de meubles et/ou de gros appareils électroménagers dans la résidence principale en tant que propriétaire ou locataire et est ouvert à l'ensemble des agents, dès lors qu'ils répondent à certaines conditions de ressources.

Ce prêt sans intérêt (mais 1% de frais de dossier) peut être accordé en début ou en cours de carrière en fonction de votre revenu fiscal de référence et de votre situation professionnelle.

Peuvent en bénéficier :

Les agents titulaires ou stagiaires en activité (hors scolarité) exerçant leurs fonctions au sein de ministères économique et financier.

Les élèves stagiaires ou titulaires à l'entrée ou à l'issue de leur scolarité dans une école relevant des Ministères économique et financier qui apportent la preuve, au moment de la demande, de l'entrée dans un foyer ou dans une location meublée, ou dans un logement acquis.

Agents fonctionnaires retraités des MEF ou leur conjoints retraités bénéficiaires de la pension de reversion (voir condition particulière)

Agents handicapés

Agents contractuels

Agents recrutés par la voie du PACTE après leur période d'essai de 2 mois.

MONTANT DU PRÊT

Entre 500 € et 2 400 € pour la 1^{ère} tranche du barème

Entre 500 € et 1 600 € pour la 2^{ème} tranche du barème

Ce prêt est remboursable en 24, 36 ou 48 mensualités





LE PRÊT À L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

Le prêt à l'amélioration de l'habitat est destiné à financer les dépenses liées aux seuls travaux et à l'achat de matériaux et à certains aménagements, en temps que propriétaire ou locataire.



MONTANT DU PRÊT

Entre 500€ et 2 400€ pour la 1^{ère} tranche du barème

Entre 500€ et 1 600€ pour la 2^{ème} tranche du barème

Ce prêt est remboursable en 24, 36, ou 48 mensualités.

Ce prêt est sans intérêt (mais 1% de frais de dossier est réparti sur toutes les mensualités).

Pour la part des travaux d'économies d'énergie réalisés par une entreprise labellisée «RGE» reconnue garante de l'environnement les montants maximums sont portés à 4 800 € et 3 200 €.



AIDE À LA **PROPRIÉTÉ**

L'aide à la propriété est destinée à financer une partie des intérêts d'un prêt bancaire immobilier d'une durée de 10 ans minimum souscrit en vue de financer une acquisition, une construction avec ou sans achat de terrain ou une extension de la résidence principale en pleine propriété de l'agent ou du couple demandeur en fonction de votre zone géographique 1 ou 2

Soumise aux conditions de ressources, cette prestation sera versée à l'agent directement par l'ALPAF durant les cinq premières années de remboursement de prêt.

Le versement du montant maximum de l'aide à la propriété est subordonné à la souscription d'un prêt bancaire immobilier d'au moins 52 000€ pour la zone 1 et 34 000 € pour la zone 2.

Ce montant est proratisé en fonction du prêt souscrit si celui-ci est compris entre 15 000 € et les montants ci-avant. (voir modalités sur ALIZÉ via site ALPAF)

LE PRÊT **IMMOBILIER** **COMPLÉMENTAIRE**

Ce prêt est accordé pour financer une partie des frais d'acquisition, de construction ou d'extension de la résidence principale de l'agent, en complément à un prêt bancaire immobilier principal.

En fonction de votre localisation géographique et votre revenu fiscal de référence, ce prêt peut vous être accordé.

Sont concernés l'achat d'un logement neuf ou ancien, l'extension d'un logement, le rachat de soultte en cas de séparation pour une opération qui ne dépasse pas 518 000 € en zone 1 ou 343 000€ en zone 2





Si vous n'avez jamais bénéficié d'une prestation d'accession à la propriété de l'ALPAF

Zone 1 : Prêt entre 17 000€ et 22 000 €
remboursable en 200 mensualités.

Zone 2 : Prêt entre 11 000 € et 15 000 €
remboursable en 200 mensualités.

Si vous avez déjà bénéficié d'une prestation d'accession à la propriété de l'ALPAF (pour quel que motif que ce soit)

Zone 1: Prêt entre 13 000 € et 17 000 €
remboursable en 140 mensualités.

Zone 2 : Prêt entre 8 500 € et 11 500 €
remboursable en 140 mensualités.

Il est accordé sans intérêt mais comprend des frais de dossier de 2 %
du montant emprunté.

LE PRÊT **SINISTRE** **IMMOBILIER**



Bénéficiaires : les agents actifs et retraités des ministères économique et financier dont la résidence a été endommagée ou détruite par un sinistre ou une catastrophe quelle que soit sa nature (inondation, tempête, incendie...);

Nature de la prestation : prêt sans intérêt et non soumis à conditions de ressources ;

Nature des dépenses prises en compte : dépenses liées au logement, occasionnées par des situations de catastrophe ou de sinistre sur la résidence principale ;

Montant du prêt : maximum 8 000 €



MODALITÉS GÉNÉRALES **D'ATTRIBUTION :**

- L'octroi du prêt n'est pas conditionné à l'octroi préalable d'une aide d'urgence ;
- L'arrêté de catastrophe naturelle n'est pas requis pour l'obtention du prêt ;
- Ces dossiers sont traités de façon prioritaire par l'ALPAF dans le respect toutefois du délai réglementaire de rétractation de 14 jours prévu par la loi ;

Il est remboursable en 60 mensualités ou en 100 mensualités selon le montant du prêt obtenu. Ce prêt peut être sollicité par deux agents vivant sous le même toit, dès lors que la dépense totale est égale ou supérieure aux prêts sollicités.

LE PRÊT POUR LE **LOGEMENT** D'UN ENFANT **ÉTUDIANT**

Cette prestation est allouée aux agents dont les enfants poursuivent des études en étant éloignés du domicile familial.

Elle est destinée à financer les dépenses liées à l'installation dans un logement dès lors que la location se situe dans une ville différente de celle du domicile des parents.





BÉNÉFICIAIRES :

les agents actifs et retraités des ministères économique et financier ayant des enfants entre 16 et 26 ans durant l'année scolaire poursuivant des études secondaires ou des études supérieures, y compris techniques et professionnelles, en France ou à l'étranger.

NATURE DE LA PRESTATION :

prêt sans intérêt et soumis à conditions de ressources ;

MODALITÉS GÉNÉRALES

D'ATTRIBUTION :

- Un prêt par enfant. Les enfants doivent être fiscalement à charge de leurs parents.
- Cumul possible avec un autre prêt ALPAF (sous réserve de respecter les règles ALPAF et notamment le taux d'endettement maximum de 33%).
- Le montant est différencié selon les ressources comme c'est le cas pour d'autres prestations ALPAF (1 800 € pour la 1^{ère} tranche du barème et 1 200 € pour la 2^{ème} tranche du barème).

Cette prestation est offerte aux agents en instance de divorce.

L'attestation d'inscription dans un établissement, certificat de scolarité ou carte d'étudiant est à fournir pour l'enregistrement de la demande.

Les justificatifs concernant le logement de l'enfant sont à produire lors du dépôt de la demande ou, à défaut, dans les 3 mois du déblocage des fonds.

Pour la déclinaison des prestations ministérielles, en fonction de l'aide, nous vous invitons à consulter sur le site ministériel Alizé la rubrique action sociale suivie de la rubrique ALPAF (Association pour le Logement du Personnel des Administrations Financières)

L'AIDE À LA PREMIERE L'INSTALLATION (API)

Cette aide forfaitaire, non remboursable et soumise à conditions de ressources.

Elle est ouverte aux agents nouvellement affectés au sein des Ministères économique et financier ou qui changent de département après affectation à la suite d'une promotion de corps.

ATTENTION

la demande doit répondre à une double condition :

- Être formulée dans un délai maximum de 2 ans à compter de l'entrée dans les services, à la fin de la période de formation initiale (théorique et pratique) et intervenir au plus tard 3 mois après la prise d'effet du bail.

La date d'arrivée de la demande, à la délégation départementale de l'action sociale du lieu de votre affectation fait foi pour l'appréciation du respect du délai.

- Si l'agent a pris un logement au cours de la période de formation (théorique ou pratique) et qu'il garde ce même logement une fois connue son affectation dans les services, il pourra formuler sa demande sans que ce délai de 3 mois après la signature du bail ne lui soit opposé, mais dans les 3 mois qui suivent la notification de l'affectation.

MONTANT DE L'AIDE

Il varie suivant la commune de résidence (2 zones), de votre revenu fiscal de référence et suivant le type de logement loué (parc privé ou parc social).





F.O. FINANCES - LE GUIDE DE L'AGENT

La Zone 1 comprend l'ensemble des communes des départements de 75 Paris, 92 Hauts-de-Seine, 93 Seine Saint Denis, 94 Val de Marne ainsi que certaines communes des départements suivants : 01 Ain, 2A Corse-du-Sud, 06 Alpes Maritimes, 13 Bouches-du-Rhône, 34 Hérault, 59 Nord, 60 Oise, 69 Rhône, 74 Haute Savoie, 77 Seine et Marne, 78 Yvelines, 83 Var, 91 Essonne, 95 Val d'Oise.

La Zone 2 comprend l'ensemble des autres communes du territoire métropolitain et des DOM.



Vous pouvez déterminer la zone géographique dont vous dépendez en renseignant les codes postaux dans la calculatrice en ligne sur le site internet de l'ALPAF :

www.alpaf.finances.gouv.fr

	PARC SOCIAL		PARC PRIVE	
	Tranche 1	Tranche 2	Tranche1	Tranche2
Zone 1	Taux plein	Taux différencié	Taux plein	Taux différencié
1 ^{ère} année	1750€	1150€	2300€	1500€
2 ^{ème} année	1100€	700€	1500€	1000€
3 ^{ème} année	650€	450€	800€	500€
Zone 2	1750€	1150€	2300€	1500€

Pour la déclinaison du dispositif, en fonction de l'aide, nous vous invitons à consulter sur le site ministériel Alize, la rubrique action sociale suivie de la rubrique ALPAF (Association pour le Logement du Personnel des Administrations Financières).



LES SECOURS

Un réseau d'assistant(e)s de service social au sein des délégations départementales accueille les agents rencontrant des difficultés professionnelles, personnelles ou familiales.

Des consultations de conseillers en économie sociale et familiale sont ouvertes aux agents dans de nombreux départements.

Des dispositifs de secours financiers peuvent être mis en place.



L'AIDE PÉCUNIAIRE

Une aide non remboursable d'un montant maximum de 3 000 € peut être octroyée aux agents rencontrant de graves difficultés financières.



LE PRÊT SOCIAL

Un prêt sans intérêt de 3 000 € remboursable en 50 mensualités, peut être consenti pour aider les agents en difficultés.



L'AIDE À LA FAMILLE

Cette prestation est destinée aux parents qui effectuent un séjour en maison de repos accompagnés de leur enfant de moins de 5 ans au moment du séjour. Le séjour doit être médicalement prescrit et doit avoir lieu dans un établissement agréé par la sécurité sociale. La durée du séjour pris en charge ne doit pas dépasser 35 jours par an et par enfant. Son montant est de 22,76 €



L'AIDE AU MAINTIEN À DOMICILE

Cette aide s'adresse aux fonctionnaires civils et ouvriers d'Etat retraités ainsi qu'aux titulaires d'une pension de réversion à ce titre.

Le plafond de l'aide est fixé à 3 000 € par an. Cette aide ne peut se cumuler avec d'autres prestations de même nature versées par les départements ni avec les aides versées au titre du handicap.

Elle comprend : « un plan d'action personnalisé » recouvrant un ensemble de prestations (aide à domicile, actions favorisant la sécurité à domicile, les sorties, le soutien ponctuel en cas de retour d'hospitalisation ou en cas de périodes de fragilité physique ou sociale) et une aide « habitat et cadre de vie », visant à accompagner financièrement les personnes, dont le logement doit être aménagé pour permettre le maintien à domicile.

PLAN D'ACTION PERSONNALISÉ

RESSOURCES MENSUELLES			
Personnes seules	Ménage	Participation du retraité	Participation de l'Etat
Jusqu'à 836 €	Jusqu'à 1452 €	10 %	90 %
De 837 € à 895 €	De 1453 € à 1551 €	14 %	86 %
De 896 € à 1010 €	De 1552 € à 1698 €	21 %	79 %
De 1011 € à 1091 €	De 1699 € à 1756 €	27 %	73 %
De 1092 € à 1141 €	De 1757 € à 1820 €	36 %	64 %
De 1142 € à 1 259 €	De 1821 € à 1923 €	51 %	49 %



AIDE « HABITAT ET CADRE DE VIE »

RESSOURCES MENSUELLES		Participation de l'État Calculée sur le coût des travaux pris en compte dans la limite du plafond d'intervention fixé
Personnes seules	Ménage	
Jusqu'à 836 €	Jusqu'à 1452 €	65 %
De 837 € à 895 €	De 1453 € à 1551 €	59 %
De 896 € à 1010 €	De 1552 € à 1698 €	55 %
De 1011 € à 1091 €	De 1699 € à 1756 €	50 %
De 1092 € à 1141 €	De 1757 € à 1820 €	43 %
De 1142 € à 1259 €	De 1821 € à 1923 €	37 %

La mise en œuvre et la gestion pour le compte de l'Etat de ce dispositif sont exclusivement confiées à la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS). La demande d'aide au maintien à domicile doit être déposée auprès de la Caisse d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ou d'un des organismes de son réseau.



LES VACANCES LES LOISIRS

TOURISME SOCIAL



Des séjours en résidences hôtelières, locations meublées, gîtes, camping sont proposés par l'association Education Plein Air Finances (EPAF).

VACANCES ENFANTS

Pour les vacances d'hiver, de printemps et d'été des séjours en centres de vacances pour enfants âgés de 4 à 17 ans sont organisés en France et à l'étranger.



Toutes les informations sont disponibles sur le site

www.epaf.asso.fr

Pour chacune de ces prestations, des brochures sont disponibles auprès du correspondant social de votre département

En ce qui concerne les séjours enfants dans un cadre scolaire ou extra scolaire, une subvention interministérielle peut être attribuée par les services sociaux des ministères économiques et financiers.

Elle est à demander auprès de la délégation départementale de l'action sociale.



LES SÉJOURS D'ENFANTS

SUBVENTION INTERMINISTÉRIELLE « SÉJOURS D'ENFANTS »
Taux de prestations d'actions sociales 2017

EN COLONIE DE VACANCES

Enfants de - 13ans

Enfants de 13 ans à 18 ans

7,31€
11,06€

EN CENTRE DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT

Journée complète

Demi-journée

5,27€
2,66€

EN MAISONS FAMILIALES DE VACANCES ET GITES

Séjours en pension complète

Autre formule

7,69€
7,34€

SÉJOURS MIS EN ŒUVRE DANS LE CADRE ÉDUCATIF

Forfait pour 21 jours ou plus

Pour les séjours d'une durée inférieure, par jour.....

(Les séjours doivent être d'une durée de 5 jours au moins)

75,74€
3,60€

SÉJOURS LINGUISTIQUES

Enfants de -13 ans

Enfants de 13 ans à 18 ans

7,31€
11,07€



F.O. FINANCES - LE GUIDE DE L'AGENT

LES CHÈQUES VACANCES

Chaque agent fonctionnaire actif et retraité peut bénéficier de chèques vacances en paiement des dépenses effectuées sur le territoire national.

Le bénéfice du chèque vacances est soumis à condition de ressources, en fonction du revenu fiscal de référence du foyer fiscal auquel appartient le demandeur pour l'année n-2.

Pour les agents affectés dans les départements d'outre-mer, le RFR à retenir est déterminé après un abattement de 20% de sa valeur.

Le taux de bonification (de 10% à 30%) versée par l'État est modulé en fonction du RFR n-2 et du nombre de parts du foyer fiscal en année n.

Les agents de moins de 30 ans au moment du dépôt de la demande d'ouverture de plan bénéficient d'une bonification de leur épargne par l'État au taux de 35%.

Les agents handicapés, en activité, remplissant les conditions d'attribution de la prestation, bénéficient d'une majoration accordée par le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) à hauteur de 30% de la bonification versée par l'État.

Pour tout renseignement ou simulation de plan d'épargne cliquer sur

www.fonctionpublique-chequevacances.fr

Vous avez également la possibilité de remplir et signer votre formulaire de demande en ligne.

En ce qui concerne les séjours enfants dans un cadre scolaire ou extra scolaire, une subvention interministérielle peut être attribuée par les services sociaux des ministères économiques et financiers.

Elle est à demander auprès de la délégation départementale de l'action sociale.



LA FAMILLE

LES CRÈCHES

Les ministères économique et financier proposent pour les enfants de ses agents, des places dans les crèches du Ministère mais aussi dans les crèches municipales, dans les haltes garderies ou inter administratives de certaines grandes villes.

Au **31 décembre 2016**, 504 places en crèches étaient à disposition des agents des ministères.



LE CESU «AIDE À LA PARENTALITÉ» 6/12 ANS

Financé par les Ministères Economiques et Financiers, le CESU est attribué aux agents et pensionnés sous conditions d'éligibilité.

Le CESU « Aide à la parentalité 6/12 ans » permet de rémunérer un prestataire de service pour les activités suivantes :

- Garde au et hors du domicile,
- Accompagnement des enfants sur le trajet domicile/école,
- Soutien scolaire ou cours à domicile.

ATTENTION, les centres aérés ne rentrent pas dans le champ du dispositif.

L'aide financière, d'un montant annuel par enfant de 200, 300 ou 400€ est versée en une seule fois.

Une majoration de 20% est octroyée pour les agents en situation monoparentale et/ou ayant un enfant handicapé.





LE **CESU** «GARDE D'ENFANT» POUR LES 0/6 ANS

En qualité d'agent rémunérés sur le budget de l'Etat, agents non titulaires de droit public ou de droit privé, vous pouvez bénéficier des chèques emplois services pour participer au financement d'une structure de garde d'enfants hors du domicile, crèche, halte-garderie jardin d'enfants et garderie périscolaire, d'un salarié en emploi direct, assistant(e) maternel(le), garde à domicile, garde partagée, garde occasionnelle, baby-sitting, d'une entreprise ou association, prestataire de services ou mandataire agréé.

Cette prestation est soumise à condition de ressources. Les agents en situation monoparentale (parents isolés) remplissant les conditions d'attribution de la prestation bénéficient d'une majoration du montant d'aide de 20%. Pour les agents affectés dans les départements d'outre-mer, le revenu fiscal de référence à retenir pour le calcul du montant de l'aide est déterminé après abattement de 20% de sa valeur

Quelle que soit votre situation familiale, vous devez remplir un formulaire d'inscription disponible en ligne sur le site :

www.cesu-fonctionpublique.fr

ou bien le retirer auprès de votre service d'action sociale.

Les agents doivent directement s'adresser à leur gestionnaire pour déposer leur demande.



LES HANDICAPS

LE PRÊT **ADAPTATION** DU **LOGEMENT** DES PERSONNES **HANDICAPÉES**

Ce prêt n'est pas soumis au barème de ressources.



D'un montant maximum de 10000 €, il est consenti pour le financement des travaux d'accessibilité d'aménagement et d'adaptation du logement des agents handicapés, ou des agents ayant financièrement à charge une personne handicapée. Il est sans intérêt et remboursable en 140 mensualités, avec une mensualité maximum de 72,86 € et un différé de 3 mois.

Les frais de dossier s'élèvent à 2%. Le prêt est accordé sur présentation d'un devis. Une facture est exigée dans les 6 mois suivant l'octroi du prêt.

L'ALLOCATION AUX PARENTS D'**ENFANTS HANDICAPÉS**

Elle est subordonnée au paiement de l'allocation d'éducation spéciale.

- Enfants de moins de 20 ans : 158,03 € par mois.
- Enfants poursuivant des études ou un apprentissage au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans : versement mensuel au taux de 30% de la base mensuelle de calcul des prestations familiales
- Séjours en centre de vacances spécialisés : 20,69 € par jour



LES REVENDICATIONS **FORCE OUVRIÈRE** POUR AMÉLIORER L'ACTION SOCIALE



RESTAURATION

- Réévaluation de la subvention repas ainsi que de la valeur faciale du titre restaurant
- Prise en charge du surcoût des repas intégrant des produits biologiques



FAMILLE

- Instauration d'une véritable politique d'aide à la famille
- Amélioration des prestations liées à l'accueil des enfants en bas âge
- Création de nouveaux dispositifs et aides



SÉJOURS D'ENFANTS

- Prise en charge par l'employeur de la totalité des frais d'acheminement des enfants jusqu'aux centres de vacances pour les séjours courts
- Poursuite des actions favorisant l'accueil en centre de vacances des enfants porteurs de handicaps
- Augmentation du nombre de tranches d'âge afin de rendre les tarifs plus équitables
- Remise en place des séjours linguistiques



FÉDÉRATION
DES FINANCES

F.O. FINANCES - LE GUIDE DE L'AGENT

LES REVENDICATIONS **FORCE OUVRIÈRE** POUR AMÉLIORER L'ACTION SOCIALE



LOGEMENT

- Créations et réservations de logement sur tout le territoire, y compris les DOM
- Intensification des opérations de rénovation du parc de logements existants
- Adaptation des réservations de logements en terme d'implantation et de structures
- Assouplissement des règles d'attribution
- Simplification et uniformisation des procédures d'attribution
- Intensification du programme d'adaptation des logements aux personnes handicapées
- Réalisation de programmes spécifiques réservés aux agents en double résidence
- Mise en place d'un système de garantie des loyers et de caution par l'Etat employeur

Face aux difficultés croissantes rencontrées par les agents, **F.O.** revendique une réelle politique d'action sociale au croisement de la vie professionnelle et extraprofessionnelle qui permette d'améliorer les conditions de vie de tous les agents, actifs et retraités.

F.O. refuse toute tentative d'individualisation des prestations et d'instrumentalisation de l'action sociale au profit de la gestion des ressources humaines.

Up

Le groupe Up
est partenaire de

FO



Affirmez vos valeurs
aux côtés d'un groupe engagé,
solidaire et coopératif.

BROCA & WERNICKE Illustration : Tino / Agent 002.

**Pour chaque action, pour chaque salarié,
le groupe Up propose des solutions
sociales et culturelles innovantes.**

Créé il y a 50 ans par des militants syndicaux,
le groupe Up vous accompagne pour favoriser les
progrès sociaux dans l'entreprise, simplifier votre
mission et proposer des produits et services adaptés
aux besoins des salariés : pause déjeuner, action
sociale, culture, cadeaux, loisirs.

Choisir le groupe Up, c'est choisir un groupe
coopératif & un acteur majeur de l'Économie Sociale
et Solidaire, qui ne cesse de diversifier ses solutions,
répondant ainsi aux enjeux liés aux conditions de vie
et de travail. Retrouvez les solutions du groupe Up
sur www.up-france.fr

Parmi les solutions du groupe Up pour favoriser le dialogue social
et améliorer le quotidien des salariés :

- | | |
|---------------------------|--------------------------------|
| Up Chèque Déjeuner | Up Cadhoc |
| Up Chèque Domicile | Up Chèque de Services |
| Up Chèque Lire | Up Chèque Disque |
| Up Chèque Culture | Up Scènes & Sorties |
| Up Domicours | Up Appli'CE |

À VOUS LES CHÈQUES-VACANCES !



Nouveau

Une bonification
de **35%** pour les
- de 30 ans

Actifs ou retraités de la fonction publique de l'État, **épargnez quelques mois** et bénéficiez d'une **bonification de l'État**.

Profitez pleinement de vos **Chèques-Vacances** auprès des **208 000 professionnels du tourisme et des loisirs**.

Et avec **e-Chèque-Vacances** vous pouvez désormais régler vos prestations sur internet.



Pour toute information :

> sur le site Internet : www.fonctionpublique-chequesvacances.fr

> par téléphone : **0 806 80 20 15** Service gratuit
+ prix appel



DOCAPOST


ancv
CHÈQUE-VACANCES